

LE JOUR, 1953
11 FEVRIER 1953

SUR LE RAPPORT DU Dr SCHACHT AUX SYRIENS

Le rapport du Dr Hjalmar Schacht au Gouvernement syrien, qui vient d'être rendu public, mérite assurément une étude approfondie. Tout ce qui vient d'un homme aussi considérable que le Dr Schacht a son poids.

A côté d'opinions, sur le plan monétaire, qu'on pourrait discuter (pour des raisons non point de principe, mais de psychologie syrienne et proche-orientale), on y trouve les remarques les plus sages. Ce que nous avons toujours dit aux Syriens, le Docteur Schacht le dit, il nous semble. Et les déductions que le Dr Schacht a laissées aux Syriens le soin de tirer de sa leçon ne seraient guère différentes de celles que nous avons tirées nous-même de ce que nous savons du climat économique, financier et politique de la Syrie.

La dernière phrase du rapport Schacht est la suivante : « Et l'avenir est aux pays agricoles qui produisent des céréales ». Cela est tellement suggestif dans sa simplicité qu'on nous excusera de commencer par la fin. Et nous nous arrêterons à l'essentiel du rapport Schacht en remontant vers son point de départ, comme on remonte une rivière.

« Je voudrais donner mon avis sous la forme d'avertissement : je m'oppose franchement à toute modification de la parité officielle de la monnaie, car une telle action n'est qu'un mensonge et ruine toute la confiance des gens ».

Sur aucun point, le Dr Schacht n'est aussi ferme que sur celui-là ; et nous n'avons jamais pensé autrement. Encore faut-il, pour que la parité officielle ait un sens, qu'elle conserve quelque parenté avec le réel. Mais quand la parité officielle n'est plus qu'une illusion, elle ressemble beaucoup au mensonge que le Dr Schacht dénonce.

« Il apparaît, dit le Dr Schacht, qu'il n'y a aucun intérêt à créer une banque industrielle spéciale car les capitaux privés s'occupent assez de la création et du développement des projets industriels et les banques existantes suffisent à distribuer des prêts industriels à court terme. Quant aux prêts à accorder aux petites industries et à l'artisanat, ils devront être élargis par l'intermédiaire des caisses d'épargne et des sociétés coopératives ».

On voit avec quelle prudence le Dr Schacht avance sur le terrain difficile du crédit industriel à long et moyen terme.

« Les recettes ordinaires du budget de l'Etat ne peuvent fournir les moyens financiers suffisants pour combler les vastes besoins de financement et je ne recommande aucunement d'imposer de sévères contributions dans le pays qui se trouve au début de son développement ».

A bon entendeur, salut !

« Les capitaux privés syriens s'étaient occupés d'une façon spéciale des projets industriels, attendu que la modicité du prix de la main-d'œuvre et l'accroissement de la demande de certains produits fabriqués sur le marché intérieur assuraient à ces industries des revenus appréciables. Il est naturel qu'il ne faut pas enrayer le mouvement des investissements de capitaux privés dans ces industries. Pourtant le problème le plus important par rapport à l'Etat est celui de l'accroissement de la production agricole ».

L'agriculture en Syrie est le premier souci du Dr Schacht.

« Le projet (de loi fondamentale de la monnaie) soumis (à l'Etat) a pris en considération les possibilités de recours de l'Etat à l'emprunt auprès de l'Institut d'émission et il n'a pas toujours fixé les limites de cet emprunt. Cet état de choses donne à l'Etat des responsabilités qu'il n'est pas permis de négliger. L'Etat ne doit pas exposer la stabilité monétaire au danger par le fait de son recours abusif aux crédits de l'Institut d'émission et la condition fondamentale qui s'impose à tout emprunt intérieur ou extérieur contracté par l'Etat est celle de ne pas influencer la stabilité monétaire ».

L'avis du Dr Schacht, sur ce point, est formel. Il procède directement du bon sens. Au Liban nous n'avons jamais pensé autrement.

« Le problème, dit le Docteur Schacht, qui suit en importance celui du renforcement de la monnaie est le problème du financement de l'économie syrienne sous-développée. En face d'une pareille situation, nous ne trouvons qu'une solution, c'est que l'Etat ne recoure pas à l'exécution de plusieurs projets à la fois, mais classe les projets qu'il désire réaliser suivant leur priorité ou leur nécessité ».

Même pour l'illustre Dr Schacht, on le voit, le génie n'est qu'une longue patience.

« Le projet en question (de loi monétaire fondamentale) peut être idéal, dit le Dr Schacht, si sa mise en application est exécutée avec le sens des responsabilités. Et cet aspect est le point crucial par rapport aux règlements de n'importe quelle banque d'émission moderne. C'est pourquoi il incombe d'attirer l'attention sur les dangers qui peuvent menacer l'exercice de ces responsabilités et sur les garanties susceptibles de parer à ces dangers ».

« Le plus important de ces dangers, poursuit le Dr Schacht, est la tendance abusive de l'Etat à demander des avances à la Banque d'émission »... « Toutefois, l'Etat est soumis à des facteurs et à des influences politiques changeants et les tentations sont fortes devant chaque gouvernement pour qu'il élimine les difficultés économiques par voie de larges dépenses. Et la banque d'émission est une source très facile permettant d'assurer les moyens financiers... »

Là est manifestement le plus grand péril. Nous n'irons pas plus loin dans nos citations du Dr Schacht dont la pensée est fidèlement rendue, croyons-nous, par les textes ci-dessus.

Là où, avec le respect qui se doit, nous formulons des réserves, c'est sur le point de savoir si la Syrie, ou n'importe quel pays de l'Orient, proche ou moyen, peut être assimilé à l'Allemagne et à ses disciplines, et si l'on y peut maintenir longtemps la stabilité monétaire sans une couverture de la monnaie en or et en devises obligeant l'Etat à modérer ses propres excès, ses propres passions.

L'exemple libanais nous paraît si satisfaisant que nous le proposons volontiers à l'examen des autres.

Dans la voie des abus, en matière monétaire comme dans tout le reste, il n'y a que le premier pas qui coûte ; et il vaut mieux se fier à une bonne loi que de s'en remettre au sens des responsabilités des dirigeants.

Le Dr Schacht, s'il a jeté une vive lumière sur la situation monétaire et financière en Syrie, n'a pas apporté des lumières nouvelles. Si magicien qu'il soit, il sait mieux que personne qu'une politique monétaire sensée ressort de la logique et non point de la magie.

Les Libanais ont consulté naguère M. Paul van Zeeland, faisant leur profit de son témoignage et de ses conseils. Ils n'agiraient pas autrement qu'ils font s'ils avaient consulté le vénérable Docteur Hjalmar Schacht.